L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 JUIN 1875. 4ème Année.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 25 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par M. W. Newman, au No 62 de la rue de la Bourse—bottes, souliers et brodequins.

Les Granges des Etats-Unis et les sociétés de coopération anglaises.

Il y a en ce moment une très grande gêne financière en Angleterre. Le nombre des faillites le prouve assez. Cela indique aussi qu'il y a génie commerciale et par conséquent un ralentissement considérable dans les rapports des industriels anglais avec les négociants étrangers. Ce ralentissement vient-il d'une trop grande abondance d'articles manufacturés en égard aux débouchés actuels, ou d'un changement de besoins parmi les consommateurs de la Grande-Bretagne? Cela ne pourrait-il pas venir aussi de ce que les conditions d'échange d'un côté sont trop défavorables quand de l'autre, cependant, les bénéfices ne dépassent pas ce qu'on doit raisonnablement attendre des chances ordinaires du commerce? Il peut y avoir de tout cela à la fois dans les souffrances signalées en Angleterre et en Amérique. On se plaint à Londres, on se plaint à Manchester; on se plaint aussi à New-York et dans tout le Nord et le Nord-Ouest des Etats-Unis, et sur les deux bords de l'Atlantique on s'ingénie à trouver un remède à cette décourageante atonie.

Les Anglais comme les Américains sont des gens pratiques dont l'habitude est d'aller vite en affaires et dont l'esprit, par conséquent se révolte promptement contre les obstacles qui les entravent et encore mieux contre les obstacles qui les empêchent. C'est à cet esprit de pratique qu'il faut attribuer, dans les Etats-Unis, la fondation de ces Granges d'Etat dont l'attention se porte sur tous les sujets d'économie imaginables, afin d'arriver à des réformes utiles dans l'intérêt de tous. Toutes ces diverses Granges ont donné lieu à l'organisation d'une Grange Centrale ou Nationale dont le caractère est de représenter les besoins généraux du pays surtout les besoins qui se font sentir parmi les populations rurales.

Autrefois on voyait sans émotion de certaines classes industrielles, faibles de nombre mais fortes d'activité et d'audace, exploiter toutes les autres et prospérer à leurs dépens tout en ayant l'air de s'occuper, avec une sollicitude sincère, de leurs désirs et de leurs besoins. Aujourd'hui, cette exploitation n'est plus possible ou du moins elle dure peu. L'esprit d'économie domine à peu près partout, et si quelque part il y a oppression, il y a aussi l'intelligence qui s'en irrite et qui la sape jusqu'à ce qu'elle ait fait sentir un peu trop lourdement.

Si donc nous avons les Granges en Amérique, les Anglais ont leurs sociétés coopératives qui ont en vue à peu près le même objet. Des deux côtés de l'océan on veut simplifier les opérations du commerce de manière à ce que chaque partie contractante ou échangeante y trouve un avantage égal. Ce serait fort beau en effet de supprimer les bénéfices de spéculation ou d'accaparement et de livrer à tout le monde au plus bas prix possible ce dont tout le monde peut avoir besoin. Ce serait bien là l'âge d'or des nations et le vrai temps de l'abondance en toutes choses. On ne verrait plus de compétitions ruineuses, plus de jalousies de fabriques ou de métiers et plus d'ambitions ayant leur base sur les fautes ou les infortunes d'autrui. On a dit souvent que l'extension des rapports commerciaux était le meilleur remède contre ces guerres de politique ou de vanité nationale qui déciment les populations, arrêtent leur essor et soutirent les défrichements ; et cela est vrai. Plus les relations se multiplieront entre les peuples, moins il y aura de guerres, jusqu'à ce qu'enfin il n'y en ait plus du tout, les intérêts plus forts que les mauvais sentiments y mettant d'invincibles obstacles. Alors seulement il y aura progrès et progrès réel dans l'humanité.

Il s'agit aujourd'hui de nouer des relations intimes entre les Granges des Etats-Unis et les sociétés de coopération anglaises, et les dernières dépêches télégraphiques nous apprennent qu'une tentative va être faite par ces sociétés dans ce but. Les Granges ont beaucoup de produits à répandre au dehors, ce sont les produits naturels du sol américain. Les sociétés de coopération anglaises ont besoin de ces produits, mais elles veulent aussi exploiter les leurs. De là un échange forcé des uns contre les autres. Or, pourquoi ces échanges n'auraient-ils pas lieu directement sans l'intermédiaire de maisons, dites maisons de commerce, factoreries ou autres, qui accaparent les matières et ne les font tant pas mais les revendent à des prix bien au-dessus de leur valeur naturelle.

Les sociétés de coopération proposent donc de se passer de ces intermédiaires fâcheux et d'opérer directement avec les Granges auxquelles les navires anglais marchands seraient consignés. Les produits manufacturés seraient alors offerts non par la spéculation à la spéculation, mais par la production même à la production au grand avantage des deux parties. Plus de commissions, plus de factures surélevées, plus de représentations fausses, plus de mensonges commerciaux, mais appréciation simple et vraie du travail et des frais dans la production et l'expédition.

Les Granges de leur côté en feraient autant. Leurs navires arriveraient en Angleterre avec les chargements demandés par les sociétés et les prix exigés seraient simplement aussi ceux du travail producteur dégagé de tout esprit de fraude ou de lucre indu. Il est clair que des échanges pratiqués de cette manière feraient l'abondance et le bien être des deux côtés. Chaque nation ne se livrant alors qu'à l'industrie qui lui serait la plus naturelle et la plus facile sans s'inquiéter de questions de commerce ou de fluctuations de prix, produirait énormément et les crises commerciales seraient à jamais conjurées.

Notons bien qu'un état de choses pareil, inauguré dans les relations internationales, amènerait bien vite une réforme dans les pratiques douanières et la question de protection disparaîtrait pour ne plus laisser debout que la question de revenu qui est bien la moins embarrassante des deux, car le revenu peut se tirer de partout et se combiner très facilement avec les vrais intérêts du pays sans les compromettre ou leur nuire.

Notons bien encore que cela mettrait fin à ces scandales qui ont surpris le monde à toutes les époques et qui l'étonnent plus aujourd'hui que jamais à en croire par les procès que la douane de New-York vient d'intenter à plusieurs grandes maisons de commerce qui la trompaient on ne sait depuis combien d'années.

THE CO-OPERATIVE NEWS.—Sous ce titre a paru hier le premier numéro d'un journal hebdomadaire dont l'utilité et l'à-propos ne seront contestés par personne, car il indique dès ses premières lignes qu'il est tout entier consacré à défendre les intérêts du commerce et de l'industrie agricole. Ce journal faisait réellement besoin dans un temps où la guerre et le radicalisme ont fait dominer tant de principes outrés et d'idées fausses. Nous saluons donc le *Co operative News* comme un auxiliaire important dans la discussion des questions d'économie, de commerce et de finance, et nous félicitons notre confrère, M. John B. Robertson, d'avoir eu le courage d'entreprendre une tâche ardue et l'esprit de discerner dans le chaos moral où la société est plongée ce qui pouvait encore contribuer à son salut et à sa régénération. Les bureaux du *Co-operative News* sont rue Carondelet No 61.

Un nouvel assassinat à Colfax.

Le shérif lynchera.

Il paraît que les héros de 1873 tiennent à conserver leur bonne réputation. Nous traduisons ce qui suit du Natchitoches *Vindicator* du 19 :

"Shaw, l'homme au cœur noir, le Michel Lemesle, connu, sous les beaux jours de la domination nègre dans la paroisse de Grant, comme un des meneurs, instigateurs et conducteurs de l'émeute de Colfax en 1873, vient de commettre un meurtre diabolique et pour lequel il mérite d'être pendu immédiatement. Voici les faits :

M. J. P. Herring, vieux et paisible citoyen de cette paroisse qui avait été assez peu favorisé sur les bords de la Rivière Rouge, faisait une tournée dans les campagnes pour réparer les moulins, les machines, etc.....car c'était là son métier. Il passa par Colfax, ce repaire de radicaux, où il échangea un cheval contre celui d'un nègre qui lui donna en retour de l'argent et un pistolet. Il est à supposer qu'il montra que sa bourse était bien garnie et qu'il avait une centaine de piastres.

Herring se rendit ensuite dans la paroisse de Catahoula où il trouva quelque occupation. C'est là que Shaw avec une bande de nègres parut nanti d'un warrant qui l'accusait d'avoir volé un cheval, [illegible] fut arrêté par la grâce de Kellogg, retourna à Colfax avec son prisonnier qui n'y reparut plus.

Après un certain délai, ses amis ne le voyant plus revenir se mirent à sa recherche et alors le bruit courut que les nègres et Shaw avaient tué et enterré un blanc près de Colfax. Le corps fut trouvé et exhumé et on reconnut Herring. Il avait reçu un coup de feu dans le dos et avait été dépouillé de ses vêtements et de tout ce qu'il avait. Ensuite il avait été jeté sur les bords de la route dans un trou où l'avait servi de pature aux cochons et aux buzards.

Correspondance particulière de l'Abeille.

Paroisse St-Jacques, 24 juin 1875.

Messieurs les Rédacteurs.

Faisant de la villégiature depuis quelques jours dans la paroisse St-Jacques, je crois devoir vous tenir au courant de ce qui s'y passe, pour ne pas rompre entièrement toutes mes relations avec l'*Abeille* et m'exposer à contracter des habitudes d'oisiveté.

Les récoltes ne sont pas avancées pour la saison ; la sécheresse a mis beaucoup à la pousse, mais le mal n'est pas si grand qu'il ne puisse être réparé. Depuis samedi dernier il y a eu chaque jour des *ondées*, qui ont fait un bien incalculable aux plantations. Malheureusement, les pluies ont été partielles et certaines portions seulement de la paroisse en ont profité. Les planteurs, cependant, ont bon espoir que le temps tournera tout à fait à l'orage et qu'il y aura ce qu'on appelle ici une *crevasse*, autrement dit une pluie torrentielle, qui mettra de l'eau dans tous les champs et qui détrempera suffisamment la terre.

Quoiqu'à St-Jacques on cultive généralement la canne à sucre, il y a aussi quelques planteurs riziers. Ceux-ci ont encore plus souffert de la sécheresse, à cause de la hauteur rapide et extraordinaire du fleuve, qui ne leur permet plus de noyer leurs champs de riz.

La semaine dernière la Cour de District de St-Jacques était en session avec le juge radical Flagg au fauteuil, un des juges les plus bornés dont la Louisiane reconstruite soit affligée.

Le cas des nègres, qui s'étaient insurgés sur l'habitation Aymard et qui avaient refusé d'obéir à un jugement de Cour, tirant sur un *posse comitatus* conduit par un député-shérif et tuant un homme, a été jugé, mais d'une façon peu satisfaisante.

Le juri était très mal composé et surtout fort ignorant.

Sur six accusés, quatre ont été acquittés d'emblée, et les deux derniers, les chefs du mouvement, paraissent être également acquittés, si le juri n'avait commis en rendant son verdict une erreur si grossière, que le juge Flagg a été bien obligé de déclarer qu'il n'y avait pas eu de jugement.

Pour vous donner à peu près une idée de la force des jurés nègres, nous vous dirons que dans un cas récent où un homme de couleur, accusé de crime de viol sur la personne d'une jeune femme également de couleur, avait été mis en jugement, le juri, en rendant son verdict, ne s'est pas contenté de se prononcer pour la culpabilité, mais a décidé, en même temps, que la condamnation devait être de quatre-vingt-dix-neuf ans de travaux forcés au pénitencier de Baton-Rouge. Le coupable est âgé d'une trentaine d'années.

Il y a eu presqu'une tragédie à St-Jacques dans le courant de la semaine dernière.

M. Brou, jeune homme aimé et estimé de tout le monde, qui le connaissait, ayant eu une querelle, au sujet de quelques comptes de bateau qu'il était chargé de collecter, avec un M. Thibergé, a reçu de celui-ci un coup de fusil-fusil et a été si grièvement blessé qu'on a désespéré tout d'abord de le sauver. La nature et sa constitution vigoureuse ont triomphé, cependant, et l'on a lieu de croire maintenant que tout danger est passé.

Le malheureux jeune homme a cinq blessures comme nous l'avons dit : deux à l'avant-bras droit, une à la main gauche, une à la poitrine et une autre à l'abdomen.

M. Thibergé avait été arrêté, mais il a été mis en liberté à la requête de la victime, M. Brou déclarant qu'il avait été l'agresseur.

Lundi dernier, pendant qu'on était occupé à une vente de succession, la maison de M. Jules Lafon, sur la rue de Lille, a été entièrement détruite par le feu. Les pertes sont évaluées à $15,000, couvertes par une assurance de $10,000.

Le feu a été mis à la maison de M. Lafon par un petit garçon de 5 ans, fils de M. Lafon, qui jouait avec des allumettes.

Le 4 juillet sera célébré avec beaucoup d'entrain à St-Jacques. Le programme est déjà arrêté et il promet beaucoup de plaisir à ceux qui y prendront part.

Le temps est superbe et les dames ne manqueront pas de venir nombreuses.

A. H.

—La Société protectrice des animaux s'est réunie hier dans le local de la Société d'acclimation, 19, rue de Lille, pour y étudier contradictoirement, d'après les études de MM. Sorel et Decroix, l'usage alimentaire de la viande de cheval.

Ce débat, qui rappelait tant de souvenirs du siége, avait attiré beaucoup de monde ; les dames étaient presque en majorité.

Il est résulté de cette discussion qu'il n'y a aucun inconvénient à manger les chevaux sains tués par accident.

Il y a danger à ne nourrir les chevaux morts de maladie.

Enfin, ce qui est plus important, l'hippophagie ne pourra jamais être qu'un incident et ne sera jamais pratiquée, parce que le cheval jeune et sain a encore toujours beaucoup plus d'argent à son propriétaire comme animal de travail que comme bétail de boucherie.

Cimetière—Dimanche, 27 du courant, cérémonies et allocutions de l'Office consacrant les ossements dans la salle de M. Vve Pecay, rue de la Réunion des Amis, aux chaudières. Le convoi commencera à 7 heures du matin.

Prêtrise de Pontoise.—Les occupations de Pontoise Primitivienne No 13 et Chemin du Pic ici dessous ont complètement un grand lendemain, dimanche 27 juin et dimanche 11 juillet. Mille remerciements aux membres des deux et compagnies pour les billets d'ordre qu'ils nous ont si généreusement de notre faire parvenir.

Orleans Rowing Club.—Ce club célébrera son assaut aux rames aujourd'hui, vendredi. Nous le souhaitons bien sincèrement de Flavination qu'il nous a traînées.

Passagers arrivés par le steamer Morida des ports méridiens :

G. W. Wilson, G. H. Stein, Dr. E. M. Hagewich, Chas. Bieden, Mme G. Hagewich et fils, M. Pamplemousse, J. M. Salmi, femme et fille, Mme V. Chamberlain, M. Sebastin, Mme Jones, E. L. Pipes, M. Lavrade, G. G. Durante, G. Stahl, G. Kahn, A. Fiske, colonel R. A. Slade, G. Tabien, G. Guilmard, M. Foster, T. F. Cantrell, D. T. Braverman, A. E. Death, T. Logan et fils, V. Lambert et fils.

Excursions de Dimanche par le Chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et Mobile.

Voici le tarif que vient d'établir la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et Mobile pour les excursions du dimanche, aller et retour, aux villes de baine :

Pour la Baie St. Louis	$1.75
" la Passe Christian	2.00
" Mississippi City	2.50
" Biloxi	3.00
" Ocean Springs	3.25
" East Pascagoula	3.50

On revient le même jour.

Jos. B. Hubbard.—Il faut y aller pour y croire, et franchement nous n'y croyions pas avant de nous être rendus nous-même au coin des rues Esplanade et Perdido. Il y a là des monceaux de toute beauté qui se vendent à des prix d'une surprenante modicité. C'est que M. Jos. B. Hubbard vient se retirer des affaires, qu'il liquide, et qu'il a hâte d'écouler son stock.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un meurtre à Barataria.

Hier matin, deux hommes de couleur demeurant au Bayou Barataria, se sont pris de querelle l'un d'eux, recevant un coup de couteau dans la région du cœur, a été tué presqu'instantanément.

N'ayant pas encore de détails sur cette affaire, nous nous bornerons seulement que les autorités de la paroisse Jefferson ont pris des mesures pour faire arrêter le meurtrier.

Les deux bills d'allocations.

Nos lecteurs se souviennent, sans doute, de l'histoire spandaleuse des deux bills d'allocations, signés et promulgués l'un après l'autre par le gouverneur *de facto*.

Ils se souviendront également aussi que les sieurs Antoine et Hahn, les présidents des deux Chambres de la Législature panachée, avaient déclaré tous les deux nous savoir, que le premier de ces bills était un faux, et que c'est à la suite de cette déclaration que le second bill a été produit par M. Kellogg et promulgué.

Cette affaire avait fait du bruit, comme chacun sait, la Grand Jury s'en était saisie. Son terme allait expirer, malheureusement, et il n'a eu que le temps de déchirer la mise en accusation d'un individu, le sieur Darry, membre radical de la Chambre et d'ici aujourd'hui, en recommandant à son successeur de continuer l'enquête avec vigueur.

Quand le nouveau Grand Jury a été formé, le juge Brangler de la Cour Supérieure Criminelle, en expliquant aux jurés la nature de leurs devoirs, a reproduit la même recommandation.

Nous avions eu lieu de croire tout d'abord que le Grand Jury actuel n'avait tenu aucun compte de ces recommandations. Il paraîtrait n'y plus songer, et de rafraîchir sa mémoire, il a résolu décidé à laisser tomber cette affaire.

Tel n'était pas le cas, cependant. Dans ces derniers jours le Grand Jury était occupé à une autre enquête, et nous apprenons qu'il s'agissait de l'affaire de faux bill d'allocations.

Une trentaine de témoins ont été examinés ; les preuves de la fraudation étaient évidentes ; mais, comme il n'y faut point compter sur le zèle de la police pour mettre le bill en question, le pseudo-secrétaire d'Etat Dudonchet a informé tranquillement le Grand Jury que ce bill avait disparu, qu'on l'avait volé, qu'il ne savait plus ce qu'il était devenu, etc. etc.

C'est un peu sérieux, mais ce serait encore plus sérieux si le sieur Dudonchet n'était pas mis en accusation pour incapacité et pour mauvaise administration des affaires publiques.

Il nous semble que les jurés, faute de mieux, ne doivent plus se poser en juges, ont été enlisés dans le bureau du secrétaire d'Etat.

Ce n'est pas que le Grand Jury a passé et ce qu'il ne s'est pas gêné pour dire.

La justice sera donc toujours frustrée dans notre pauvre Louisiane, tandis que la fraude et la mauvaise foi prospéreront !

Autre tentative pour sauver Newton.

Le fameux bill pour le changement de juridiction

On tient évidemment beaucoup à sauver Alex. Newton du gibet ; mais parmi ceux qui se font indirectement ou directement les champions et les défenseurs de meilleur aloi, nous sommes étonné de trouver M. Radiguet, Forsters de la Chambre conservatrice et M. A. P. Field qui remplit les fonctions d'avocat-général et dont le devoir est de poursuivre les criminels au nom de l'Etat et de la société.

Les faiseurs bill frauduleux qui accorde le bénéfice d'un changement de juridiction à Newton et qui l'arrête dans la paroisse St-Jean-Baptiste ne faire acquitter, c'est la prétexte ridicule que la plupart des témoins de la défense se trouvent dans la dite paroisse et qu'il n'y a pas les moyens de venir en ville, ce qui est un argument en faveur du secrétaire particulier du gouverneur *de facto*.

Nous avons déjà remarqué extrêmement nos lecteurs sur la légalité de ce bill, qui a été adopté par la Chambre Haha à la majorité régulière, et qui a passé le sénat, la session extraordinaire seulement.

Nous avons dit aussi, qu'à la suite de ce que nous voulions bien appeler une erreur et un malentendu, le dit bill avait été arrêté par M. Trevigne, président de la Chambre conservatrice, quoique le bill n'ait jamais été présenté à cette Chambre pendant la session extraordinaire, et que les conservateurs, réunis en caucus, aient décidé que si le bill était présenté ils le rejetteraient.

Nous ne voulons pas nous répondant, qu'il nous soit loisible d'apprendre que ce bill illégal dont signé par M. Pitchlès comme Orateur de la Chambre et que c'est M. Kellogg qui l'a présenté directement à Kellogg, en l'absence du président, qui malgré sans retard, ce que le dit bill a eu la décence de ne pas faire jusqu'à présent.

Nous nous demandons quel intérêt M. Radiguet nous avoir dans l'escamotage de Newton et quel rôle il joue dans cette affaire ?

Nous apprenons encore cette heure, à savoir : que M. Field, qui s'était d'abord opposé à la promulgation d'un pareil bill, aurait déclaré qu'il ferait également l'examen de la légalité de cette mesure inconstitutionnelle, et rapporterait sans doute des précédents établis par la Cour suprême elle-même. Nous ne savons pas encore si M. Field a tenu parole, mais nous apprenons qu'il s'agissait de l'affaire du faux bill d'allocations.

Nous sommes fondé d'être obligé de convenir, que relativement au bill pour le changement de juridiction, celui qui se conduit avec le plus de dignité, entre l'Orateur de la Chambre et le procureur général et le gouverneur *de facto*, est décidément M. Kellogg.

On se rappelle que la Cour Suprême doit se prononcer sur les questions soulevées par les appels de la défense. Avant que la Cour Suprême ait prononcé, il nous paraît douteux que Newton puisse être mis à exécution.

Dans le cas où elle accueillerait une nouvelle audition de cause, on procéderait probablement de formation pour un prochain terme.

En attendant, restez calmes, nos bien aimés !

Présidence de Quasy électorale.

Pendant l'orage d'hier la Cour d'Equité que a fait relâche. Il n'y a pas de besogne du mal heureux.

Il a changé dans une conférence sur la [illegible] qu'il y a pas de [illegible] pour [illegible] ne [illegible] ne [illegible] ne